

La Corée du Nord enterre le rêve d'une réunification de la péninsule coréenne

mardi 26 mai 2026, par [MALOVIC Dorian](#)

Toute mention de « *l'unification de la mère patrie* » pour n'en faire qu'une seule Corée a, de façon inédite, totalement disparu dans la dernière version officielle de la Constitution de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC) révélée au début du mois de mai à Pyongyang. Le Leader Maximo nord-coréen Kim Jong-un, fort de ses alliances renforcées avec la Russie et la Chine, a de ce fait décidé d'approfondir encore la rupture avec une Corée du Sud désormais qualifiée « *d'État ennemi le plus hostile.* »

Sommaire

- [Pyongyang codifie la politique](#)
- [Le désir historique d'une \(...\)](#)
- [Des « frères de sang » irréccon](#)
- [La fin de la « Sunshine \(...\)](#)
- [Avec Kim Jong-un, la donne \(...\)](#)
- [Les soldats nord-coréens \(...\)](#)
- [Le statu quo ou la guerre](#)

Le grand leader nord-coréen Kim Jong-un s'essayant au fusil d'assaut. DR.

Autre signe de cette nouvelle réalité : le régime détruit systématiquement depuis des mois tous les symboles des rapprochements avec le Sud de ces dernières décennies. Gravée maintenant dans la nouvelle Constitution nord-coréenne, la rupture entre les deux Corées semble définitive. Même si l'histoire mouvementée de la péninsule coréenne peut toujours réserver des surprises, des retournements imprévisibles ou des basculements inattendus, le divorce paraît donc pour l'heure consommé.

Une révision constitutionnelle adoptée en mars dernier par le « *parlement* » nord-coréen a supprimé du document, rendu public le mercredi 6 mai dernier par le ministère sud-coréen de l'Unification, toute référence à la réunification avec le Sud. Reflet d'une ligne toujours plus hostile envers Séoul ces dernières années, la clause mentionnant que la Corée du Nord « *se bat pour réaliser l'unification de la mère patrie* » n'apparaît plus dans la dernière version.

Ce bouleversement constitutionnel est loin d'être improvisé. Lors d'une réunion plénière du Comité central du Parti des travailleurs de Corée (PTC) en décembre 2023, Kim Jong-un avait déjà déclaré que la péninsule coréenne était en proie à « *une situation de crise persistante et incontrôlable,* » dont la faute incombe, selon lui, aux États-Unis et à la Corée du Sud.

Il a ordonné de ce fait un remaniement des administrations gérant les relations avec le Sud afin d'en « *changer fondamentalement de direction.* » Les deux Corées avaient certes entamé en 2018 un processus de rapprochement, caractérisé par trois rencontres entre Kim Jong-un et le président sud-coréen de l'époque, Moon Jae-in. Mais celui-ci a depuis volé en éclats et les relations entre les deux frères ennemis n'ont cessé de se détériorer avec l'élection en 2022 d'un nouveau président sud-coréen très conservateur et va-t-en guerre, Yoon Suk-yeol.

Pyongyang codifie la politique à deux États

« *Je pense que c'est une erreur que nous ne devrions plus commettre que de considérer les personnes qui nous qualifient de 'pire ennemi' [...] comme quelqu'un avec qui chercher la réconciliation et l'unification,* » avait alors déclaré Kim Jong-un, cité par l'agence de presse d'État nord-coréenne KCNA. Il faisait clairement référence à Yoon Suk-yeol qui s'opposait au moindre rapprochement avec le voisin du Nord. Dans ce contexte, alors que le dictateur n'a cessé d'améliorer ses programmes nucléaires et de missiles, les objectifs historiques nord-coréens d'une réunification avec Séoul devenaient à ses yeux de plus en plus intenables.

Jusqu'ici, la Constitution nord-coréenne affirmait constamment le désir de longue date de la Corée du Nord d'unifier la péninsule divisée. « *La République populaire démocratique de Corée s'efforce de réunifier le pays sur la base des principes de réunification pacifique et de grande unité nationale,* » stipulait l'article 9 de la Constitution de l'époque. Le nouveau texte de 2026 supprime intégralement cet article et cesse de se désigner comme la « *partie nord* » de la péninsule. Il retire également l'expression « *de grande unité nationale* [des Coréens de souche, minjok] » du préambule et du chapitre politique de la Constitution. Enfin, le préambule ne fait plus mention de la « *cause de la réunification nationale,* » auparavant défendue par les anciens dirigeants, son grand-père Kim Il-sung, et son père Kim Jong-il. « *En se dotant d'une nouvelle Constitution,* analyse Michael Madden dans une brillante note publiée sur le site spécialisé de la Corée du Nord NK PRO à Séoul, *Pyongyang codifie la politique à deux États de la RPDC avec le Sud.* »

En outre, et tout aussi important, la Constitution amendée de la Corée du Nord délimite le tracé de nouvelles frontières territoriales sur la péninsule, officialisant *de facto* la séparation d'avec le Sud. C'est ainsi que le texte précise que cela inclut la zone limitrophe de la Chine et de la Russie au nord, « *ainsi que [celle de] la République de Corée au Sud,* » utilisant le nom officiel pour désigner le pays. « *Le territoire de la RPDC comprend les terres bordant la République populaire de Chine et la Fédération de Russie au nord, et la République de Corée au sud, ainsi que les eaux territoriales et l'espace aérien établis sur la base de ces terres,* » stipule l'article 2, chapitre 1 du document. Pyongyang « *ne permettra en aucun cas une quelconque violation de son territoire,* » ajoute-t-il.

Le désir historique d'une seule Corée s'effondre

« *La nouvelle clause territoriale confirme les changements ordonnés par Kim Jong-un en janvier 2024, un mois après qu'il avait eu annoncé que Pyongyang avait abandonné l'objectif d'unification avec la Corée du Sud,* » analyse Joo Han Park dans un texte publié début mai sur le site spécialisé de la Corée du Nord, NK News, basé à Séoul. La mention par le dirigeant d'une « *ligne de frontière sud* » à l'époque signalait déjà la fin de la position de longue date de la Corée du Nord selon laquelle elle recherchait l'unification éventuelle de la péninsule coréenne, ajoute-t-il.

Kim Jong-un réaffirme ainsi sa politique qui considère les deux Corées comme des États distincts et hostiles. Avec la mention explicite d'une véritable « *frontière,* » et non plus une « *Zone démilitarisée* » instituée à la fin de la guerre de Corée en 1953 le long du 38^e parallèle et destinée à disparaître après un accord de paix et une réunification, s'effondre donc le désir historique des deux frères-ennemis d'une seule Corée.

Dès lors se pose, ou plutôt se repose la question tant de fois évoquée depuis la fin de la Guerre froide au début des années 1990 : une réunification de la péninsule coréenne est-elle toujours possible ?

Les spécialistes de la région s'accordent aujourd'hui pour dire que ce rêve partagé d'une réunification est aujourd'hui devenu un mythe. Le peuple des deux pays la désirait et nourrissait depuis des décennies ce fantasme unificateur. Même culture, même langue, même territoire et même destin historique : un destin commun, à terme, s'imposait. Il fallait mettre fin à une histoire tragique ponctuée par la colonisation japonaise, la division de la péninsule au lendemain de la seconde guerre mondiale et le traumatisme d'une guerre de Corée (1950-1953) qui avait fait des millions de morts et réduit la péninsule en cendres.

Des « frères de sang » irréconciliables

S'impose donc aujourd'hui le principe de réalité : plus de soixante-dix ans après la signature d'un armistice, les deux pays sont techniquement toujours en guerre, la Corée du Sud n'a cessé de prospérer, sa voisine du Nord s'est effondrée sur le plan économique au lendemain de la chute de l'URSS en 1991 et la voisine chinoise est devenue la seconde puissance économique du monde.

Si la vieille génération sud-coréenne, de plus en plus minoritaire, parle toujours d'une réunification avec les larmes aux yeux, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas connu la guerre oscillent aujourd'hui entre indifférence ou ironie, en dépit des menaces verbales récurrentes du turbulent voisin et de ces multiples tirs de missiles qui ne font plus la Une des médias depuis des années.

Si les Sud-Coréens se sentent toujours « frères de sang, » ils perçoivent de plus en plus la Corée du Nord comme un curieux pays « étranger » avec lequel ils n'imaginent plus pouvoir vivre sous le même drapeau. La réalité est qu'il s'agit aujourd'hui d'un même peuple vivant depuis des décennies dans « deux pays distincts » qui ne sont plus prêts aujourd'hui à fusionner.

Le temps a passé, le contexte s'est figé et les rêves anciens de réunification s'estompent face à la réalité politique, économique et militaire. Sans parler des bouleversements de l'ordre mondial menés par Vladimir Poutine, Xi Jinping, sans oublier bien sûr Donald Trump. Tout cela en dépit des efforts sud-coréens lors du sommet historique à Pyongyang en 2000 entre le président sud-coréen Kim Dae-jung et son homologue nord-coréen Kim Jong-il.

C'était l'époque de la « *Sunshine Policy* » lancée par Séoul dans une volonté de dialogue et d'échange afin de pousser Pyongyang à lancer des réformes économiques. L'objectif du Sud, qui a investi des milliards de dollars dans cette « *Politique du Soleil* » visait à améliorer le niveau de vie des Nord-Coréens et de réduire ainsi le fossé économique entre les deux pays.

Cette « *Politique du Soleil* » a été lancée par le président sud-coréen Kim Dae-Jung au lendemain de son élection à la présidence en 1998. Une politique étrangère audacieuse initiée par cet ancien prisonnier politique de la dictature sud-coréenne voulait rapprocher les deux États coréens séparés depuis 1945. Avec le soutien discret du géant sud-coréen Hyundai, de longues négociations secrètes avec le leader nord-coréen de l'époque Kim Jong-Il, et beaucoup de promesses financières faites à Pyongyang, un « *sommet historique* » s'était tenu à Pyongyang en juin 2000 entre le président Kim Dae-Jung (il recevra à la fin de la même

année le prix Nobel de la Paix pour cette initiative) et le président Kim Jong-Il. Un immense espoir était né cette année-là sur la péninsule. Après cette réconciliation historique, une réunification devenait plus que jamais envisageable.

La fin de la « *Sunshine Policy* »

Très opposés à ce rapprochement des « *frères ennemis*, » les États-Unis avaient pourtant laissé faire. De gros travaux d'infrastructures furent lancés sur la côte ouest de la frontière sur le 38^e parallèle : une magnifique autoroute traverse la frontière et mène à la ville nord-coréenne de Kaesong, ancienne capitale historique préservée des destructions pendant la guerre. La gare de Dorasan, flambant neuve, anticipait déjà la reconnexion ferroviaire entre les deux capitales Séoul et Pyongyang. Une station balnéaire près de Wonsan devait accueillir des touristes sud-coréens et des familles séparées par la guerre.

Les Sud-Coréens avaient tout financé : la route, la gare, un site de transbordement de marchandises, les bureaux de douane... De nouvelles perspectives s'ouvraient dans cette région sensible et militarisée. Ouvriers sud et nord-coréens avaient travaillé ensemble, main dans la main.

La « *Sunshine Policy* » avait de plus réussi à lancer une initiative diplomatique et humanitaire sans précédent : la réunion régulière de milliers de familles coréennes séparées par la guerre et la frontière. Les premières eurent lieu simultanément à Pyongyang et à Séoul en août 2000. Avaient succédé de nombreuses autres, de façon très irrégulière, en fonction des tensions politique, militaire ou nucléaire, ceci jusqu'en 2016. À chaque fois, elles avaient donné lieu à de délicates négociations entre Séoul et Pyongyang.

Enfin, c'est à cette époque que naquit l'idée d'une Zone économique spéciale (ZES) basée à Kaesong pouvant accueillir des industriels sud-coréens et une main d'œuvre nord-coréenne. Cette zone de Kaesong a bien vu le jour en 2004 mais elle n'a pas survécu au quatrième essai nucléaire de Pyongyang en janvier 2016. Le mois suivant, Séoul devait décider de fermer complètement cette zone, enterrant le dernier vestige concret de la « *Politique du Soleil* » de Kim Dae-jung.

Avec Kim Jong-un, la donne a changé

Autre conséquence de cet espoir désormais brisé : les plus grands économistes et universitaires sud-coréens s'étaient tous rendus en Allemagne à l'époque afin d'étudier les implications et conséquences de la réunification allemande, sur le plan politique et surtout économique. Le coût d'une réunification entre les deux Corées aurait largement dépassé celui du modèle allemand. Il était à l'époque estimé à entre 2 000 et 5 000 milliards de dollars au moins sur trente ans, selon différentes études. Séoul était prêt à en payer le prix et avait même commencé à provisionner des millions de dollars dans cette éventualité.

Restait qu'à l'époque, la Corée du Nord sortait à peine d'une famine qui fit entre un et deux millions de morts et le scénario d'un effondrement du régime de Pyongyang hantaient tous les esprits. Il fallait s'y préparer.

C'est l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un en 2011 qui devait changer totalement la donne : avec lui, la Corée du Nord est devenue *de facto* une puissance nucléaire avec un stock estimé à une cinquantaine d'ogives, selon les spécialistes sud-coréens et américains.

La dynastie Kim devait également consolider ses alliances avec la Russie et la Chine, à la faveur de la guerre en Ukraine le 22 février 2022. Dernière illustration en date : le président chinois Xi Jinping devrait se rendre à Pyongyang dans les prochains jours.

Du fait de ces liens resserrés avec la Russie, Kim Jong-un a d'ailleurs imposé un amendement spécial dans la nouvelle Constitution qui fait référence aux troupes nord-coréennes (un peu plus de 10 000 soldats) mobilisées pour soutenir l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le chapitre relatif aux « *droits fondamentaux des citoyens* » a du même coup ajouté mention de nouveaux « *héros*, » les anciens combattants et les familles endeuillées de martyrs ayant participé à des « *opérations militaires outre-mer*, » ainsi que les « *personnes ayant rendu des services patriotiques socialistes exceptionnels*. » Cette liste officielle donne droit à ceux qui sont mentionnés à bénéficier d'une « *protection spéciale de l'État et de la société*. »

Les soldats nord-coréens en Russie sont des « héros »

La mention explicite, dans ce document, de ces soldats ayant combattu lors d'opérations « *outre-mer* » souligne l'importance dans la propagande du régime de l'alliance militaire du régime avec la Russie. Depuis qu'il a admis l'an dernier que la Corée du Nord avait déployé des troupes dans la région russe de Kursk, Kim Jong-un n'avait de cesse que de glorifier le sacrifice de ceux qui ont versé leur sang au combat contre les forces ukrainiennes.

Au cours de l'année écoulée, la Corée du Nord a inauguré plusieurs monuments commémoratifs en l'honneur de ses soldats tombés en Ukraine.

Mais dans le même temps, Pyongyang a détruit tous les sites construits par le Sud lors de la « *Sunshine Policy* » du début des années 2000 : hôtels, restaurants, bâtiments officiels, usines, ateliers... Les deux seules routes et voies ferrées reliant les deux pays ennemis ont été purement et simplement dynamitées l'année dernière. Autre symbole : alors que le Nord fait table rase de tous les symboles du rapprochement avec le Sud, le « *Royaume Ermite* » va inaugurer dans les prochaines semaines le premier pont Khasan-Tumangang qui, pour un coût affiché de 102 millions de dollars et construit en moins d'un an, enjambe le fleuve Tumen entre la Corée du Nord et la Russie.

« *La rapidité de la construction témoigne du volume des échanges commerciaux entre les deux pays*, » a déclaré à la BBC Victor Cha, du *think tank* Center for Strategic and International Studies (CSIS). « *Cette activité est largement motivée par la fourniture de troupes, d'armes, de munitions et de main-d'œuvre par la Corée du Nord à la guerre menée par Poutine en Ukraine*, » a-t-il ajouté.

Plus au sud, les échanges entre la Chine et la Corée du Nord dans la ville frontière chinoise de Dandong explosent à nouveau et un nouveau pont va, lui aussi, être très bientôt inauguré dans cette région frontalière. Autant de signes qui mettent en lumière la direction nouvelle des priorités d'une Corée du Nord qui semble plus sûre d'elle que jamais, confortée qu'elle est par ses liens avec Moscou et Pékin.

Le statu quo ou la guerre

De son côté, la Maison Bleue, la présidence sud-coréenne, ne peut que réaffirmer son attachement à la politique de « *coexistence pacifique* » avec la Corée du Nord. Le

gouvernement sud-coréen a fait savoir qu'il procédera à un « *examen approfondi des questions liées aux révisions de la constitution nord-coréenne* » et poursuivra « sa politique de coexistence pacifique dans la péninsule coréenne en fonction de cet examen. »

De fait, la Corée du Sud n'a plus la main alors que le dossier nord-coréen n'est plus non plus une priorité pour l'administration américaine de Donald Trump. Ainsi, dans ce contexte régional et international volatile, les perspectives d'une paix et d'une réunification pacifique de la péninsule coréenne semblent devenues très improbables. Les relations Nord-Sud sont au plus bas et les négociations rompues. Le dialogue de la Corée du Nord avec les États-Unis n'est pas près de reprendre. Un effondrement du régime nord-coréen, tenu d'une main de fer par Kim Jong-un, paraît s'éloigner.

Du même coup, la modernisation militaire et nucléaire nord-coréenne entreprise avec en toile de fond l'alliance renforcée avec la Russie de Vladimir Poutine s'accélère, ces deux phénomènes conjugués paraissant l'une et l'autre constituer une menace plus grande pour la stabilité régionale.

Ainsi, au-delà du *statu quo* actuel, c'est une nouvelle coexistence sous hautes tensions qui s'installe, sans qu'il ne soit possible d'écarter un autre scénario beaucoup plus inquiétant. Pour Andrei Lankov, grand spécialiste de la Corée du Nord depuis 40 ans à l'Université Kookmin à Séoul, « *toute réunification ne pourra être atteinte à terme que par la conquête pure et simple de l'un par l'autre.* »

Autrement dit, il s'agirait d'une nouvelle guerre de Corée qui pourrait alors se métamorphoser, avec des acteurs chinois, russe, nord-coréen, américain, sud-coréen et japonais et dégénérer en conflit de dimension mondiale.

Dorian Malovic

P.-S.

- Asialyst. Publié 26 Mai 2026. Mis à jour 26 Mai 2026 :

- <https://asialyst.com/fr/2026/05/26/coree-nord-enterre-reve-reunification-peninsule-coreenne/>

- Dorian Malovic est grand reporter spécialiste de l'Asie depuis plus de 30 ans. Il a été correspondant pour le quotidien La Croix à Hong Kong pendant quatre ans et a couvert la Chine depuis les années 1980. Il a également été correspondant à Tokyo pour couvrir l'actualité asiatique pendant ces quatre dernières années. Où il est désormais basé. Il a publié de nombreux ouvrages sur la Chine, Hong Kong et la Corée du Nord. Il intervient régulièrement à la radio et à la télévision.